

## Enlèvement d'une grève dans les universités publiques et privées du Burundi

PANA, 14 octobre 2014 Bujumbura, Burundi - Les Étudiants de plusieurs universités publiques et privées du Burundi ont entamé mardi la seconde semaine d'une grève des cours à durée "indéterminée", faute de réponse "définitive" à leur principale revendication d'une loi qui précisera la valeur du diplôme appelé à sanctionner la fin des études dans le nouveau système de "Baccalauréat- Master et Doctorat" (Bmd), apprend-on de source syndicale à Bujumbura.

Dans l'état actuel des tractations visant à stopper la grève, une commission technique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a été mise en place pour statuer sur la nature des diplômes à faire correspondre au nouveau système de Bmd. Pour Philbert Nzohabonayo, l'un des représentants des étudiants grévistes, c'est un pas dans la bonne direction, mais la reprise des cours restera suspendue aux résultats concrets du travail de la commission qui n'a toutefois pas reçu de délais connus pour rendre son rapport. Au niveau local, les universités du Burundi formaient jusque-là des licenciés au bout de quatre ans d'études supérieures affiliées dans le nouveau système, le baccalauréat durera trois ans, sans équivalent connu en diplômes universitaires burundais. Le master sera quant à lui de deux ans, contre trois ans pour les étudiants qui iront jusqu'au doctorat. Les étudiants grévistes sont pour le moment ceux des deux universités publiques du pays et des universités privées suivantes: Université Lumière de Bujumbura, Université Martin Luther King, Université du Lac Tanganyika et l'Université des Grands Lacs. Le Burundi compte une vingtaine d'établissements d'enseignement supérieur publics et privés totalisant à peine 40.000 étudiants. L'enseignement supérieur privé a connu depuis une dizaine d'années un développement et a pu contribuer remarquablement à la demande et l'offre de formation. L'enseignement supérieur quant à lui, est vieux de plus de 50 ans, ce qui explique en partie, de l'avis des spécialistes de l'éducation à Bujumbura, une série de problèmes auxquels il doit faire face. C'est notamment la crise due à des flux croissants de nouveaux étudiants, sans que les infrastructures d'accueil ne suivent le même rythme. C'est encore la fuite des cerveaux au niveau des enseignants vers des lieux plus rémunérateurs ou encore les doctorants qui préfèrent rester à l'étranger pour la recherche du mieux-être.